

# Cinquante ans après, le Larzac



Marie-Laure Berto Peiro et Titouan Lejeune, deux des jeunes producteurs qui commercialisent en vente directe à Nant, au pied du Larzac. PHOTOS JEAN-DENIS RENARD / « SUD OUEST »

En octobre 1971, l'État annonçait l'extension du camp militaire du Larzac, dans l'Aveyron. Un demi-siècle plus tard, le causse reste fortement marqué par l'héritage de la lutte victorieuse qui a uni paysans du cru et sympathisants d'ici et d'ailleurs



Jean-Denis Renard, envoyé spécial  
jd.renard@sudouest.fr

ner une issue aux producteurs de lait de brebis. Elle fédère aujourd'hui plus de trente exploitations.

« Il y a une dynamique assez particulière au territoire. On ne voit pas de ferme à l'abandon. Quand un agriculteur arrête, l'exploitation est reprise sans être démembrée. Ce n'est pas le paradis comme on pourrait le croire de l'extérieur, on pourrait encore optimiser la gestion des terres mais il y a un héritage culturel, c'est sûr », acquiesce Titouan Lejeune, récemment installé à la ferme Le Sot, à La Roque Sainte-Marguerite. Il participe lui aussi à l'aventure de la Boutique et bistrot paysans. Il produit des volailles, des œufs et de la viande de brebis, la rouge du Roussillon.

#### Sans aucune concertation

La relève qui parle ainsi, n'était pas née lors des années de lutte des paysans contre l'extension du camp militaire du Larzac, un projet officialisé il y a cinquante ans par le gouvernement de l'époque. D'une superficie de 3 500 hectares, le camp d'entraînement de l'Armée de terre aurait dû être porté à 17 000 hectares en avalant des terres agricoles majoritairement situées au nord du plateau, jusqu'aux pentes qui dégringolent sur Millau.



Christophe Compan et ses brebis Lacaune qui fournissent du lait pour le Roquefort

C'est une petite devanture de la place du Claux, coincée à l'écart des arcades plein cintre qui dessinent la carte postale de Nant, le bourg qui prend le frais dans les eaux de la Dourbie et du Durzon. Une quinzaine de jeunes producteurs de l'Aveyron, du Gard et de l'Hérault a repapé le lieu, au pied du Larzac, ce plateau calcaire cerné de gorges et de vallées profondes, creusées par les cours d'eau au fil des millénaires. La bande est restée fidèle à l'esprit, celui d'un vieux café de village. « Boutique et bistrot paysans », annonce l'enseigne. Il faut avoir un régime alimentaire pénible pour ne pas y trouver son compte : confitures, biscuits, miel, fruits rouges, tomme de brebis, terrines, rillettes, boudin aux châtaignes, viandes à la découpe, blettes, piment, soupe aux orties...

« La demande locale est de plus en plus forte. On y répond en demeurant propriétaires de nos produits jusqu'à la vente au consommateur, tout en mutualisant les charges », résume Marie-Laure Berto Peiro, qui tient le magasin cet après-midi-là. Elle fait du pain avec les céréales qu'elle cultive, ainsi que de la farine et du canard gras. Elle travaille à Trèves, dans le Gard, à un jet de fronde du Larzac. Elle en épouse les fondamentaux : le bio, la vente directe, l'entraide qui se traduit par le succès des Gaec (Groupeement agricole d'exploitation en commun) et des Cuma (Coopérative d'utilisation de matériel agricole) sur le causse.

« Une dynamique assez particulière au territoire. On ne voit pas de ferme à l'abandon »

La rumeur était colportée depuis plusieurs années par les bourrasques qui s'engouffrent sur ces espaces ouverts, sculptent les bosquets de pins sylvestres et maltraitent les buis épars. Le 28 octobre 1971, Michel Debré, le ministre des Armées, rendait son verdict. « C'est arrivé d'un coup, c'est tombé de Paris sans la moindre concertation », se souvient François Rodriguez, le maire de La Cavalerie où le camp est implanté depuis 1902.

#### « Un héritage culturel »

Là-haut, dans un paysage de pelouses sèches et rocailleuses que le pastoralisme a façonné, l'agriculture capte la valeur ajoutée en transformant et en commercialisant ses productions. Les Bergers du Larzac en sont l'un des exemples les plus emblématiques. Plantée en bordure de la zone d'activité de La Cavalerie, le village fortifié au centre du causse, la coopérative fromagère a été portée sur les fonts baptismaux au début des années 1990, pour don-

#### Désobéissance civile, le fief

Les archives sont déconcertantes. De l'État central sainte le mépris de classe. On y dédaigne publiquement le « désert » du Larzac, son agriculture « moyenâgeuse » et ses dizaines de milliers de brebis. L'État n'aura pas affaire à des ingrats. Les manants vont se rebeller. En mars 1972, 103 chefs d'exploitation font le serment de ne pas se défaire des terres convoitées par les militaires. Le pacte



Christiane et Pierre Burguière, deux « historiques » de la lutte, dans leur jardin



Les limites du camp militaire au bord de la route qui relie La Cavalerie à Nant



Chantal Alvergnas à l'entrée de sa ferme de Saint-Martin-du-Larzac, un hameau de Millau où il n'y avait ni eau ni électricité quand elle s'est établie, au début des années 1980

# sur les traces de ses idéaux



Une vue du plateau du Larzac, avec au premier plan le jardin botanique d'une exploitation qui produit des herbes aromatiques, sur la commune aveyronnaise de Nant. FRED SCHEIBER/AFP

tiendra jusqu'à ce que, fraîchement élu président de la République en mai 1981, François Mitterrand n'abandonne le projet, en conformité avec une promesse de campagne.

Tout a été dit, écrit, filmé et visionné sur les dix années de lutte du Larzac, la mère de toutes les batailles « des vrais gens » contre un État jugé ignorant, injuste et brutal. Le laboratoire de la désobéissance civile et de l'action non violente. L'invention d'une agriculture « de gauchistes » qui nourrit l'imaginaire dans les villes et les universités.

Le modèle fera des émules jusqu'au XXI<sup>e</sup> siècle avec les ZAD (les « zones à défendre »), dont celle de Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique, contre le projet du nouvel aéroport de Nantes.

Des figures surgiront du Larzac, comme celle de José Bové, ce jeune Bordelais qui prend fait et cause pour les paysans du cru, s'établit avec sa compagne dans une ferme inoccupée du causse, en 1976, y prend racine et devient le héraut d'une « agriculture paysanne » à taille humaine (et sans OGM).

## Les discordes gommées

Le temps passé a patiné le mythe de cette jacquerie de velours. Il a gommé les dissensions de l'époque sur le territoire. Elles prospéraient pourtant. À La Cavalerie, le tissu commerçant était vertement opposé aux paysans et aux militaires. Il escomptait l'agrandissement du camp militaire, l'arrivée des troupes et la manne financière qui les accompagne. « Il y a eu une déchirure dans chaque rue, chaque famille. C'était la haine. J'avais 16 ans et, y compris au sein de mon groupe d'amis, plus rien n'a jamais été pareil. Le village a mis vingt ans à cicatriser », juge François Rodriguez.

Acteurs de premier plan de la lutte, les époux Burguière confirment cette évidence à la table de leur maison, joliment perchée sur les hauteurs au nord-est du plateau, à proximité de la ferme de l'Hôpital où ils ont vécu jusqu'à la retraite.

« Il y a eu une déchirure dans chaque rue, chaque famille. C'était la haine. Le village a mis vingt ans à cicatriser »

« Il y a encore une quinzaine d'années, je n'aimais pas trop faire visiter La Cavalerie à des amis de passage. Je ne m'y sentais pas bien. Il a vraiment fallu attendre le renouvellement des générations », raconte Christiane, l'auteure d'un récit de l'intérieur truffé de pépites sur la décennie de combat (« Gardarem ! Chronique du Larzac en lutte », éd. Privat 2011).

## « De bons professionnels »

Certains sont encore partagés, comme Christophe Compan, un agriculteur qui exploite en Gaec 450 hectares, dont 150 labourables, au sud du causse, à Saint-Félix-de-l'Héras. Dans l'Hérault, alors que le nord du plateau appartient à l'Aveyron. Deux départements, deux régions – jusqu'à la fusion récente de Midi-Pyrénées et du Languedoc-Roussillon – deux terroirs, l'un en haut directement concerné par l'extension du camp, l'autre en bas qui l'était moins ou qui ne l'était pas. La ferme fait couler le lait de ses brebis Lacaune pour la plus grande gloire du Roquefort, comme partout sur les causses. Elle s'est considérablement diversifiée au fil des ans, avec un atelier de découpe qui

envoie dans les environs du bœuf charolais et du veau, de l'agneau et du mouton, ainsi que de la charcuterie.

« Ce n'était pas mon combat. Je ne sais pas comment je me positionnerais maintenant si un tel projet surgissait. Les terres du haut étaient de faible valeur agronomique, alors pourquoi pas le camp militaire ? Et puis tous ces hippies qui ont débarqué, ce n'était pas ma conception de la société. Mais je reconnais une chose aux opposants : ils sont allés au bout de leurs idées et ceux qui ont pris la suite sont devenus de très bons professionnels », convient-il. Nathalie, son épouse, est plus offensive. « On a besoin des paysans pour nourrir le pays. Le Larzac était une juste cause », tranche-t-elle.

## Démographie dans le vert

Un demi-siècle plus tard, on ne va pas refaire le match. Depuis 2016, le camp est occupé par la 13<sup>e</sup> DBLE, la demi-brigade de Légion étrangère. La Cavalerie y trouve son compte, avec 1 400 hommes qui travaillent sur place, route de Nant, et 400 familles dans leur sillage. « On n'a pas assez de logements, on a des problèmes de riches avec des moyens financiers de pauvres », souffle Jean-Michel Monbelli-Valloire, le premier adjoint au maire, un ancien militaire qui a commandé le camp, il y a quinze ans, avec le grade de colonel.

Le dynamisme démographique de la commune vaut bien celui des métropoles et de leur périphérie. Dans deux ans, elle abritera un collège tout neuf.

Toute la zone comprise dans le périmètre du projet de 1971 est logée à la même enseigne. Parler du Larzac comme d'un « désert » où on s'arrimerait au ciel en tendant les bras tient du cliché facile. Encore plus qu'il y

a cinquante ans, il y a de la vie ancrée au plateau, et pas seulement un flot estival de voitures en transit, drainé par le célèbre viaduc de Millau et par l'artère de l'A75.

« Une enquête a été réalisée sur l'évolution du nombre d'actifs dans l'agriculture. De 1972 à 2012, le secteur a perdu 62 % de ses effectifs dans le pays. Sur le Larzac, on a eu 26 % d'agriculteurs en plus dans le même laps de temps. Et ça continue ! » appuie Pierre Burguière.

## Gestion collective

Une large partie de l'explication tient au mode de gestion du foncier. Par le jeu des expropriations, l'État s'est retrouvé à la tête de près de 6 400 hec-

« Mes enfants sont nés ici, je m'attends à avoir du chagrin, bien sûr. J'espère me reloger à proximité »

tares. Quand il a tourné la page, il en a confié la gouvernance à la SCTL, la Société civile des terres du Larzac. Un bail emphytéotique de 99 ans lui en réserve l'usage « à des fins agricoles et pacifiques ». La SCTL installe les agriculteurs en fermage et prend soin de ne pas dépecer les exploitations quand ils sont en âge de partir à la retraite.

Membre du conseil de gestion de la Société, Chantal Alvergnas fait partie de cette vague de sympathisants qui ont grimpé sur le causse à la faveur de la lutte en même temps qu'ils ouvraient à toute volée les portes de l'âge adulte. Elle n'en est jamais repartie. Elle s'est établie dans la ferme de Saint-Martin-du-Larzac, un minuscule hameau qui aurait

## LES GRANDES DATES

**1902** Création du camp d'entraînement militaire du Larzac sur la commune de La Cavalerie. En 1939, il sert de lieu d'hébergement pour les républicains espagnols. En 1945, il est reconverti en camp de rééducation pour les officiers nazis allemands. Il est ensuite transformé en prison pour les indépendantistes algériens du FLN puis en camp d'accueil des harkis.

**OCTOBRE 1971** Michel Debré, le ministre des Armées, annonce l'extension du camp qui passerait de 3 500 à 17 000 hectares.

**MARS 1972** Disciple de Gandhi et fondateur de la Communauté de l'Arche, Lanza del Vasto jeûne pendant quinze jours pour la cause du Larzac. 103 exploitants agricoles font le serment de ne pas se défaire de leurs terres au profit de l'Armée. La lutte commence.

**JUIN 1981** Dans les semaines qui suivent l'élection de François Mitterrand, l'État abandonne le projet d'extension. La gestion du foncier exproprié sera ensuite confiée à la Société civile des terres du Larzac (SCTL).

dû servir de cible de tir aux chars Leclerc. Quarante ans auparavant, il n'y avait ni eau, ni électricité, ni téléphone, et encore moins de salle de traite. Tout a été retapé et mis aux normes, le domicile comme l'outil de travail.

Associée au sein d'un Gaec de cinq agriculteurs, elle devra quitter les lieux et les transmettre au suivant quand elle cessera son activité, en 2025. Sa seule indemnité correspondra à la valeur d'usage des bâtiments et des embellissements qu'elle a contribué à faire surgir du causse. C'est la règle à la SCTL.

« Mes enfants sont nés ici, je m'attends à avoir du chagrin, bien sûr. J'espère me reloger à proximité. C'est dur mais grâce à ce système, on contourne le problème de l'accès au foncier, qui est un énorme obstacle à l'installation des jeunes. Entre les terres et le reste, certains d'entre eux s'endettent à hauteur d'un million d'euros. C'est se lier les mains pour la vie », estime-t-elle.

## « J'ai confiance »

Le dispositif est complété par le GFA Larzac, le Groupement foncier agricole. Créé en 1973, il a d'abord servi à retarder le projet d'extension du camp militaire en achetant des terres sur la zone. Il prolonge sa mission d'origine en confiant ses quelque 1200 hectares à des exploitants en fermage et en poursuivant sa politique d'acquisition.

Alors que la génération des « combattants » s'apprête à passer la main, l'esprit collectif vait-il perdurer ? « Ici, on a veillé à l'épanouissement des paysans. En prend-on soin ailleurs dans ce pays ? Dès qu'une ferme du Larzac se libère, il y a six à huit candidats à la reprise. J'ai confiance pour la suite », sourit Chantal Alvergnas.

# Pour la terre, une lutte de dix ans devenue légendaire

Basée sur la non-violence, la résistance à l'extension du camp militaire du plateau du Larzac a usé les autorités par son opiniâtreté et ses méthodes inventives. Jusqu'à la bascule politique de mai 1981 et l'abandon du projet

Jean-Denis Renard  
jd.renard@sudouest.fr

Ceux qui lisent la lutte contre l'extension du camp militaire du Larzac comme un tour de chauffe de la gauche alternative face à l'État oppresseur vont vite en besogne. Sur ce causse méridional, ce sont d'abord les exploitants agricoles et leurs familles qui se sont mobilisés jusqu'à l'épilogue, au mois de juin 1981. « Il y a eu jusqu'à 200 "comités Larzac" en France et en Europe. Mais on a toujours exigé que les paysans décident des actions et de leurs modalités. Les sympathisants ont joué le jeu. On n'a pas été dépossédés », apprécie Christiane Burguière qui, avec son mari Pierre, a été une figure de la résistance aux desseins de l'Armée (1). Le couple vivait alors à la ferme de l'Hôpital, au nord du plateau partagé entre l'Aveyron et l'Hérault.

Sur cet espace dédié à l'agropastoralisme, il fallait bien la chercher, la gauche, quand le gouvernement a officialisé le projet d'agrandissement du camp de La Cavalerie, à l'automne 1971. D'une superficie initiale de 3 500 hectares, il devait être porté à 17 000 hectares en englobant un nombre de terres agricoles, de l'extrémité nord du plateau jusqu'à La Couvertouade, au sud. « L'opposition entre les commerçants qui étaient pour et les paysans qui étaient contre n'avait rien à voir avec la politique. Tout le monde était de droite ! » plaisante François Rodriguez, le maire de La Cavalerie.

## Jeûne, serment et manifs

Le front du refus va s'articuler autour du groupe dit « des 103 », les exploitants qui s'engagent à ne pas céder le foncier à l'Armée. Il puise aux sources de la non-violence et de la désobéissance civile. Personnage vénéré, le philosophe italien Lanza del Vasto jeûne pendant quinze jours sur le plateau. Fondateur de la communauté spirituelle de l'Arche, il revendique l'héritage de Gandhi. Cette impulsion donne un tour singulier aux choix tactiques des opposants. Malgré l'enlisement, le causse sera épargné par la gué-



Une énième manifestation contre l'extension du camp militaire du Larzac sur le causse, en août 1977. La popularité du mouvement fera beaucoup pour l'abandon du projet lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir, au printemps 1981. AFP

rilla. On n'y trouvera pas les aînés des black blocs de Notre-Dames-Landes – le projet d'aéroport à côté de Nantes, retoqué en 2018 – ou d'ailleurs.

Les manifestations se multiplient. Elles quittent le huis clos du Larzac. Le 25 octobre 1972, un

« La convergence des luttes » contribue à renverser le rapport de force

groupe d'éleveurs emmène les brebis tondre l'herbe du Champ-de-Mars, sous la tour Eiffel. La publicité est maximale. L'action inaugure « une série de happenings ovins qui vont contribuer à faire connaître et apprécier la résistance du causse », précise l'historien Phi-

lippe Artières, dans l'ouvrage qu'il consacre au territoire à travers les âges (2). À la mi-août 1974, 100 000 militants se retrouvent sur le plateau. Alors Premier secrétaire du Parti socialiste, François Mitterrand y fait une apparition. Sept ans plus tard, l'abandon du projet fera partie de ses promesses de campagne. Il l'honorera sitôt élu président de la République.

## Le combat fait tache d'huile

À l'armée, les agriculteurs opposent... l'agriculture. Les corps de ferme abandonnés dans le périmètre du projet d'extension sont réinvestis illégalement – comme celle où le Bordelais José Bové débarque avec sa compagne en 1976, à Montredon – les murs redressés, les champs ensemencés et les prairies pâturées par les brebis. Les paysans utilisent à plein un outil, le Grou-

pement foncier agricole (GFA), pour acheter des terres et retarder leur transfert à l'État. Des souscripteurs se font connaître partout dans le pays pour aider financièrement le GFA.

Les actes de désobéissance civile abondent : refus de payer l'impôt, renvoi des livrets militaires – à l'époque, le service militaire est obligatoire. En juin 1976, un groupe s'introduit dans l'enceinte du camp pour consulter les actes de vente des terres. « À visage découvert, comme le feront plus tard les faucheurs volontaires pour les OGM », commente José Bové. Ils sont traduits en justice.

Sur le Larzac, « la convergence des luttes » contribue à renverser le rapport de force. Les opposants s'allient aux antinucléaires qui refusent la construction du réacteur Superphénix à Creys-Malville, dans l'Isère, et de la cen-

trale de Plogoff, dans le Finistère. Défilent aussi les habitants de la Lozère qui ne veulent pas d'un barrage à Naussac et les ouvriers de l'usine horlogère Lip, à Besançon, menacée de liquidation.

Le causse et la cause aimantent des jeunes venus de partout. Nombre d'entre eux resteront et se couleront dans les habits de la paysannerie à l'issue du combat, dans les années 1980. Ce qui produira un brassage social et démographique exceptionnel sur ce territoire rural. « Tous ces gens nous ont transformés. Ils nous ont ouverts au monde », se réjouit Christiane Burguière.

(1) Christiane Burguière, « Gardarem ! Chronique du Larzac en lutte », éd. Privat (2011), 401 p., 24 €.

(2) Philippe Artières, « Le Peuple du Larzac », éd. La Découverte (2021), 303 p., 21 €.



Le 25 octobre 1972, des brebis tondent l'herbe du Champ-de-Mars, sous la tour Eiffel. AFP



À Bordeaux, en 1973, un jeûne de solidarité avec les paysans du Larzac. AFP



Le causse et la cause aimantent des jeunes venus de partout, comme ici en août 1977. AFP